



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des collectivités et de la légalité

Bureau du contrôle de légalité et de l'urbanisme

*scanner de signature
sur le répertoire AP-RAP
2021 - SLS-AMD
- d2
- demander à Calix qu'il
l'envoie la version texte*

copie DREAL

Courrier arrivé
DREAL

07 JAN. 2021

UID 11/66 Perpignan

66-1513

Perpignan, le 6 janvier 2021

ARRETE n°PREF/DCL/BCLUE/2021006-0001 du 6 janvier 2021

Mettant en demeure la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** de régulariser sa situation sur le périmètre de l'extension de 13,9 ha, de la carrière de Salses-le-Château

Le préfet des Pyrénées-Orientales

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°184 du 21 janvier 2000 modifié accordant à la société **SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE** l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de **SALSES-LE-CHATEAU** lieu-dit «Sarrat de la Traverse», d'une superficie de 16ha, pour une durée de 20 ans et une capacité maximale annuelle de 400.000 tonnes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0001 du 16/08/2018 autorisant la société **SABLIÈRE DE LA SALANQUE** à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire et ses installations de traitement et transit de matériaux situées aux lieux-dits «Serrat de la Traverse», «Castel Vell», «Les Estagnols» et «Clots d'en Boquer», sur la commune de Salses-le-Château ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BCLUE/2018.228-0002 du 16/08/2018 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées, pour l'extension de la carrière de Salses-le-Château ;

Vu le jugement en référé du tribunal administratif de Montpellier du 12/04/2019 concernant la demande de suspendre l'exécution de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16/08/2018 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 relatif aux arrêtés n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 et n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0002 du 16/08/2018 ;

Vu la note ECO-MED « Mise en avant de l'absence de naturalité dans la zone d'extension » d'août 2020 ;

VU le courrier de la préfecture du 9 octobre 2020 de transmission du projet d'arrêté de mise en demeure à la société **SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE** dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant sur ce projet en date du 26 octobre 2020 ;

.../...

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 16/08/2018 a autorisé la société SABLIÈRE DE LA SALANQUE à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire et ses installations de traitement et transit de matériaux situées aux lieux-dits «Serrat de la Traverse», «Castel Vell», «Les Estagnols» et «Clots d'en Boquer», sur la commune de Salses-le-Château ;

CONSIDÉRANT que le jugement en référé du tribunal administratif de Montpellier du 12/04/2019 a rejeté la demande de suspendre l'exécution de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16/08/2018 concluant à l'absence de doute sérieux quant à la légalité de l'acte ;

CONSIDÉRANT que le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 considère que le projet d'extension de la carrière de Salses-le-Château ne peut être regardé comme répondant à une raison impérative d'intérêt public majeur pouvant justifier, dans les circonstances de l'espèce, l'atteinte portée aux trente-et-une espèces protégées de flore (une), d'insectes (deux), de reptiles (quatre), d'oiseaux (vingt-deux) et de mammifères (deux)

CONSIDÉRANT que le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 annule de ce fait l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0002 du 16/08/2018 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvages protégées délivré pour l'extension de la carrière de Salses-le-Château;

CONSIDÉRANT que la dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune protégées ne concerne que les terrains nécessaires à l'extension de la carrière, portant sur un périmètre de 13,9 hectares;

CONSIDÉRANT que du fait de l'annulation de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0002 du 16/08/2018 de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvages protégées, le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 annule l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16/08/2018 en tant qu'il autorise la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE à étendre l'exploitation de la carrière de Salses-le-Château sur une surface de 13,9 hectares ;

CONSIDÉRANT que le plan d'exploitation et de réaménagement de la carrière a été défini en mars 2014 ;

CONSIDÉRANT que ce plan prévoit en premier lieu l'exploitation des réserves restantes sur le périmètre de la carrière antérieurement autorisée par l'arrêté du 21/01/2000 susvisé puis l'extension sur une nouvelle surface de 13,9 ha, en 6 phases quinquennales ;

CONSIDÉRANT qu'au jour du jugement du 18/05/2020, l'exploitation de la première phase d'extension correspondante à la phase 2 du plan de phasage est en cours d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que préalablement à la mise en exploitation, les terrains de la phase 2 du plan de phasage ont été entièrement défrichés et décapés ;

CONSIDÉRANT que la société Sablière-de-la-Salanque a fait réaliser une visite de terrain dans le périmètre d'extension de la carrière par un écologue de la société ECO-MED le 16/07/2020 qui a constaté que la zone correspondante à la phase 2 ne présente plus de naturalité du fait de l'absence de végétation, de point d'eau, de l'activité extractive non interrompue et du dérangement qu'elle produit ;

CONSIDÉRANT que suite à l'annulation de l'arrêté n°PREF/DCL/BCLUE/2018228-0001 du 16/08/2018 en tant qu'il autorise la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE à étendre l'exploitation de la carrière de Salses-le-Château sur une surface de 13,9 hectares, la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE ne dispose plus d'autorisation pour exploiter la zone d'extension ;

.../...

CONSIDÉRANT que la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE poursuit l'exploitation de la carrière sur la surface d'extension défrichée, décapée, dénaturée de la carrière ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7-I du code de l'environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-7-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE de régulariser sa situation ;

CONSIDÉRANT que la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE a indiqué avoir l'intention de déposer une nouvelle demande d'autorisation sur la partie d'extension défrichée, décapée, dénaturée de la carrière ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en application du jugement visé ci-dessus de suspendre l'activité jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de régulariser la situation de l'extension de la carrière de Salses-le-Château dont l'autorisation d'exploiter a été annulée par le jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18/05/2020 en déposant une nouvelle demande d'autorisation.

L'activité d'extraction est suspendue sur la partie extension jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation.

ARTICLE 2 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société SABLIÈRE-DE-LA-SALANQUE des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

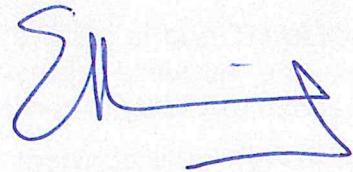
.../...

ARTICLE 4- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Salses-le-Château, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Perpignan, le - 6 JAN. 2021

Le Préfet,



Etienne STOSKOPF

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

